



INTERNATIONAL • GROENLAND

Les ambitions de Donald Trump au Groenland plongent les extrêmes droites européennes dans l'embarras

Les dirigeants populistes sont tiraillés entre leur proximité affichée avec le président américain et la défense de la souveraineté des Etats. Si Viktor Orban ou Giorgia Meloni font profil bas, d'autres assument leur soutien au projet américain ou, au contraire, comme Jordan Bardella, dénoncent une « logique de vassalisation ».

Par Jean-Baptiste Chastand (Vienne, correspondant régional), Allan Kaval (Rome, correspondant), Jakub Iwaniuk (Varsovie, correspondance) et Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante)

Publié le 22 janvier 2026 à 06h00, modifié le 22 janvier 2026 à 10h33 • Lecture 4 min.



Rétrospective 2025 : redécouvrez votre année avec *Le Monde* Découvrir

Des bustes du président américain, Donald Trump, et du leader du parti d'extrême droite Reform UK, Nigel Farage, sur un stand, lors d'un rassemblement de Reform UK, à Londres, le 9 janvier 2026. JACK TAYLOR/REUTERS

Bien qu'elle eût été annoncée à l'habituelle conférence de presse des Patriotes pour l'Europe, organisée mardi 20 janvier au Parlement européen, à Strasbourg, la vice-présidente du groupe et eurodéputée hongroise, Kinga Gal, ne s'est finalement pas présentée aux côtés de Jordan Bardella. Cette membre du Fidesz, le parti du premier ministre hongrois, Viktor Orban, n'a ainsi pas eu à écouter le discours flamboyant de l'eurodéputé français, chef du Rassemblement national et président du groupe des Patriotes pour l'Europe, qui a fermement condamné la « *logique de vassalisation* » imposée par Donald Trump sur le Groenland et le risque de « *grave précédent* » que constituierait une annexion américaine du territoire autonome danois. M. Bardella a ajouté que « *l'Union européenne [UE] n'a pas le droit de se taire* ».

Lire aussi | [EN DIRECT, Davos : il y a « encore beaucoup de travail à faire » pour trouver un accord sur le Groenland, déclare Mark Rutte, le chef de l'OTAN](#)



En revanche, ses alliés de groupe, si. A Strasbourg, le Fidesz n'a en effet pas dit un mot sur le Groenland lors de la session qui s'est ouverte lundi. Les Hongrois ont-ils au moins entendu le discours de leur allié du Parti du peuple danois, l'eurodéputé Anders Vistisen, qui a carrément demandé en plein hémicycle à Donald Trump « *d'aller se faire foutre* » ? Difficile à dire, tant la ligne décidée par Viktor Orban est de faire profil bas sur ce sujet. En dépit des menaces du président américain sur le Groenland, le Hongrois espère qu'il viendra lui rendre visite pour le soutenir avant les élections législatives prévues le 12 avril. Le ministre des affaires étrangères hongrois, Peter Szijjarto, a évacué, lundi, les questions sur le dossier du Groenland, affirmant qu'il « *ne relevait pas de l'UE* ».

L'impérialisme de Donald Trump génère un malaise grandissant et des divisions de plus en plus visibles parmi les nationalistes européens, jusqu'ici plutôt unis dans leur admiration du président américain. Installé à Budapest, l'influenceur conservateur américain Rod Dreher, un proche du vice-président, J. D. Vance, a publié, mercredi, un texte remarqué dans lequel il critique la méthode de la Maison Blanche sur le Groenland. « *Un certain nombre d'Européens conservateurs, qui soutiennent généralement Trump, sont aujourd'hui contraints de reconsiderer leur position, car ils sont patriotes* », a-t-il reconnu, estimant qu'avec ses menaces « *Trump complique considérablement la tâche* » de ses alliés sur le Vieux Continent, même si, pour l'instant, cette tendance n'est pas perceptible dans les sondages.

Réunion du Conseil européen à Bruxelles, jeudi

Alors qu'une réunion du Conseil européen est organisée, jeudi, à Bruxelles, pour définir une réaction aux menaces tarifaires formulées par Washington contre huit pays européens ayant dépêché des soldats au Groenland pour afficher leur solidarité avec le Danemark – menaces auxquelles Donald Trump a dit renoncer, mercredi soir, du Forum économique mondial de Davos, en Suisse –, la position de Viktor Orban, un habitué des menaces de veto, sera très observée, tout comme celle de la Slovaquie et de la République tchèque.

L'unanimité n'est certes pas requise pour déclencher l'instrument de coercition européen souhaité ces derniers jours par la France, mais le premier ministre slovaque, Robert Fico, qui était encore en visite chez Donald Trump, samedi, à Mar-a-Lago (Palm Beach, Floride), et son homologue tchèque, Andrej Babis, n'ont jusqu'ici formulé aucun soutien clair à Copenhague. « *Nous privilégiions le dialogue aux déclarations* », s'est justifié M. Babis, lundi, à Prague, assurant vouloir « *privilégier un accord au sein de l'OTAN* ».

La position qu'exprimera la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, est aussi très attendue. Face à Donald Trump, sa ligne avait consisté jusqu'ici à inciter ses partenaires du continent à ne rien faire qui puisse contrarier Washington et à rejeter sur l'Europe la responsabilité de la position de Washington. Giorgia Meloni, qui a des relations historiques avec la droite radicale américaine, a cependant annoncé que l'Italie ne rejoindrait pas le « conseil de la paix » voulu par Donald Trump, invoquant la Constitution de son pays avec laquelle seraient incompatibles les statuts d'une organisation qu'elle a jugée « *intéressante* ».

Lire aussi |  [Le RN hausse le ton face à Donald Trump pour éviter le « piège » avant l'élection présidentielle de 2027](#)



Publiquement d'ailleurs, l'aversion à toute forme d'action susceptible d'être perçue comme hostile par la partie américaine demeure. Mercredi, lors d'un entretien télévisé, Giorgia Meloni a avancé que la crise en cours avait pu être due à une « *absence de communication qu'il faut rétablir* », estimant que le déploiement de soldats européens au Groenland – auquel l'Italie ne participe pas – avait pu être compris comme une « *attaque contre les Américains* ». Elle a indiqué avoir appelé Donald Trump pour dissiper le « *malentendu* » et s'est félicitée du renoncement déclaré de ce dernier à utiliser l'option militaire, la ligne de Rome ayant toujours été de refuser d'envisager ce risque comme réel. Toujours à

la recherche d'une position d'équilibre, la présidente du conseil a qualifié d'« *erreur* » la menace américaine de nouveaux droits de douane, sans pour autant exprimer la volonté de se rallier à une riposte européenne sur le front commercial.

« Principe de souveraineté »

Au Royaume-Uni, qui n'est plus dans l'UE, mais où l'extrême droite est en tête des sondages, plus grand monde, à droite de l'échiquier, n'ose applaudir les revendications territoriales de Donald Trump. Après avoir qualifié de « *secondaire* » le sujet du Groenland le 11 janvier, Kemi Badenoch, la cheffe de file des conservateurs, s'est rangée aux côtés du premier ministre travailliste, Keir Starmer, et estime que « *la souveraineté du Groenland ne peut être décidée que par les Groenlandais* ». Et si Nigel Farage, le leader du parti d'extrême droite Reform UK, a estimé, de Davos, mercredi, que « *le monde serait plus sûr* » si les Etats-Unis contrôlaient l'inlandsis arctique, il a toutefois ajouté qu'il « *croyait au principe de souveraineté* ».



Le consulat des Etats-Unis, à proximité du port de Nuuk (Groenland), le 16 janvier 2026.
OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP POUR « LE MONDE »

A l'image de la Hongrie, le trumpisme reste en revanche toujours aussi tendance pour les extrêmes droites d'Europe centrale. En Pologne, le président nationaliste, Karol Nawrocki, qui a été élu en 2025 après avoir reçu le soutien du président américain, n'a pas formulé de critique. « *Nous devons prendre en compte ce que Donald Trump dit en tant que responsable de notre sécurité et de celle du monde entier* », a-t-il au contraire affirmé, mercredi, au Forum économique de Davos. Le 15 janvier, il avait dit que « *la question du Groenland devrait avant tout rester une affaire entre la première ministre danoise [Mette Frederiksen] et le président Donald Trump* », à l'inverse de son premier ministre de cohabitation, Donald Tusk (Coalition civique, centre droit), qui avait souligné qu'une potentielle intervention américaine au Groenland serait un « *désastre politique* ».

En Roumanie, l'extrême droite, qui n'est pas au pouvoir, mais est créditée de 40 % des voix dans les intentions de vote, continue aussi à afficher son trumpisme. Mercredi, le leader du parti Alliance pour l'unité des Roumains, George Simion, s'est même fait filmer à Washington avec des élus républicains en train de découper... un gâteau en forme de Groenland recouvert d'un drapeau américain. L'image a déclenché un tollé en Roumanie, et montre que toute l'extrême droite européenne n'a pas entendu l'avertissement de Jordan Bardella affirmant que l'annexion du Groenland « *créerait un précédent grave qui concernerait demain d'autres territoires européens* ».

Pour approfondir (2 articles)

 **Groenland : derrière le revirement de Donald Trump à Davos, le rôle crucial du secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte**

ÉDITORIAL

Un répit dans la crise transatlantique, un répit seulement

Jean-Baptiste Chastand (Vienne, correspondant régional), **Allan Kaval** (Rome, correspondant), **Jakub Iwaniuk** (Varsovie, correspondance) et **Cécile Ducourtieux** (Londres, correspondante)

Jeux

Découvrir



Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant

Mots croisés

Chaque jour une nouvelle grille de Philippe Du